

ASSOCIATION A.L.E.F.P.A.

***Le Centre Vauban
199/201 rue Colbert
59000 LILLE***

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023



Associés

Justine COUSIN
Jean-François DARROUSEZ
Vianney DECLEMY
Arnaud DHAUSSY
Marc DUBOIS
Hervé JOORIS
Valérie LECOEUVE
Nicolas LECOMTE
Grégoire MONFORT
Lassane NANA
Benoît VANDERSCHelden

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée générale de l'Association A.L.E.F.P.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.L.E.F.P.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



MARQUEUR DE REUSSITE

Société de commissaires aux comptes



Lille
9 Rue Delesalle,
PA du Pré Catelan
CS 40023
59561 La Madeleine Cedex



03 20 74 64 40



audit@aequitas.fr



aequitas.fr



Page 1 sur 3

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes de l'annexe « Immobilisations incorporelles », « Immobilisations corporelles » et « Immobilisations corporelles en cours » exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation et l'amortissement des immobilisations.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier Général et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

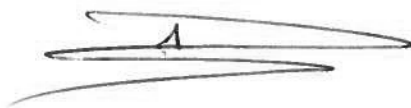
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Madeleine, le 15 mai 2024.

Pour AEQUITAS AUDIT



Marc DUBOIS
Commissaire aux Comptes



Bilan Actif des Associations et Fondations 2021

Dossier : 9999 - CENTRALIS ALEFPA GLOBAL - Périodes de : 01/2023 à 12/2023

ACTIF	Brut 2023	Amortissement 2023	Net 2023	Net 2022
Actifs Immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	197 637	90 114	107 523	32 954
Frais de recherche et de développement	12 881	4 293	8 588	2 679
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	744 816	718 722	26 093	41 917
Autres immobilisations incorporelles	1 611 074	6 830	1 604 244	1 158 126
Immobilisations incorporelles en cours	136 038		136 038	
Avances et acomptes	4 816		4 816	
Immobilisations corporelles				
Terrains	16 431 440	2 459 551	13 971 889	12 480 738
Constructions	156 524 430	77 914 271	78 610 159	75 920 623
Installations techniques, matériel et outillage industriel	18 528 134	15 089 677	3 438 457	3 181 736
Autres immobilisations corporelles	58 671 499	45 985 036	12 686 463	12 921 169
Immobilisations corporelles en cours	8 490 763		8 490 763	3 830 449
Avances et acomptes	6 312 770		6 312 770	6 229 639
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	6 334 075		6 334 075	7 473 789
Autres titres immobilisés	990 568		990 568	924 715
Prêts	3 323 255		3 323 255	3 067 138
Autres immobilisations financières	2 204 234		2 204 234	2 226 686
TOTAL I	280 518 428	142 268 494	138 249 934	129 492 357
Actif circulant		0	0	0
Stocks et en cours	437 307	0	437 307	314 906
Avances et acomptes	143 016		143 016	114 440
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	25 765 484	386 214	25 379 270	14 480 990
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	23 702 107	14 722	23 687 385	19 905 875
Valeurs mobilières de placement	52 738 659	759 696	51 978 963	49 275 601
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	54 297 651		54 297 651	58 586 888
Charges constatées d'avance	662 902		662 902	539 530
TOTAL II	157 747 127	1 160 632	156 586 495	143 218 231
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	438 265 555	143 429 126	294 836 429	272 710 588



Bilan Passif des Associations et Fondations 2021

Dossier : 9999 - CENTRALIS ALEFPA GLOBAL - Périodes de : 01/2023 à 12/2023

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	662 164	654 557
Fonds propres complémentaires	2 186 760	2 182 186
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	2 480 882	2 480 882
Ecart de réévaluation	1 975 977	1 975 977
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	99 101 846	92 463 542
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	99 101 846	92 463 542
Autres réserves	6 613 412	6 583 417
Report à nouveau	-200 380	-460 323
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	-3 620 612	-3 535 952
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	-4 452 727	-2 024 559
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	17 930 410	14 355 449
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	0	0
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	-10 057 451	-9 255 262
Résultat en attente d'affectation	0	0
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>	0	0
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	0	0
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	0	0
Excédent ou déficit de l'exercice	3 900 468	8 732 739
Situation nette (sous total)	116 721 129	114 612 978
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	22 006 816	20 943 083
Provisions réglementées	10 574 252	10 106 644
Droits des propriétaires - (Commodat)	0	0
TOTAL I	149 302 198	145 662 705
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	21 924 835	20 761 397
TOTAL II	21 924 835	20 761 397
PROVISIONS		
Provisions pour risques	1 035 493	783 346
Provisions pour charges	1 426 913	3 171 946
TOTAL III	2 462 406	3 955 292
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	69 547 662	61 721 521
Emprunts et dettes financières diverses	462 475	419 971
Avances et acomptes reçus sur commande	918 570	176 419
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 517 978	5 108 008
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	30 452 196	25 427 134
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 426 978	2 176 746
Autres dettes	2 124 769	616 609
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	6 696 362	6 684 786
TOTAL IV	121 146 989	102 331 194
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	294 836 429	272 710 588



PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022	Variation (€)	Variation (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	35 442	37 635	-2 193	-5,83%
Ventes de biens et de services				
Ventes de biens	2 765 874	2 366 971	398 903	16,85%
Dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestation de service	14 196 315	10 579 249	3 617 066	34,19%
Dont parrainages		3 000	-3 000	-100,00%
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	233 179 147	199 923 743	33 255 405	16,63%
Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	219 709 030	190 900 588	28 808 442	15,09%
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	61 474	59 003	2 471	4,19%
Mécénats	16 878	18 355	-1 477	-8,05%
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières		39 079	-39 079	-100,00%
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 258 252	6 698 631	559 621	8,35%
Utilisations des fonds dédiés	3 900 740	4 254 738	-353 998	-8,32%
Autres produits	10 360 980	9 706 525	654 455	6,74%
TOTAL I	271 775 102	233 683 928	38 091 174	16,30%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	291 235	120 779	170 456	141,13%
Variation de stock	-3 301	2 275	-5 576	-245,09%
Achats de matières premières et autres approvisionnements	2 412 516	2 386 741	25 775	1,08%
Variation de stock	44 927	-3 639	48 566	-1334,46%
Autres achats et charges externes	59 289 542	50 176 392	9 113 150	18,16%
Aides financières	247 289	262 004	-14 715	-5,62%
Impôts, taxes et versements assimilés	11 871 219	9 093 206	2 778 013	30,55%
Salaires et traitements	127 374 801	102 995 790	24 379 010	23,67%
Charges sociales	50 061 288	43 216 931	6 844 356	15,84%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	11 336 006	10 068 069	1 267 937	12,59%
Report en fonds dédiés	4 859 440	4 601 066	258 374	5,62%
Autres Charges	1 632 796	1 391 082	241 715	17,38%
TOTAL II	269 417 759	224 310 697	45 107 062	20,11%
I. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	2 357 343	9 373 231	-7 015 888	-74,85%
PRODUITS FINANCIERS				
De participation	13 448	0	13 448	4482500,00%
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	211 322	6 698	204 623	3054,82%
Autres intérêts et produits assimilés	1 237 445	624 200	613 245	98,24%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 085 592	950	1 084 642	114193,29%
Différences positives de change	342	600	-258	-42,97%
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	94 328	59	94 269	158862,72%
TOTAL III	2 642 477	632 508	2 009 969	317,78%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	427 826	239 469	188 357	78,66%
Intérêts et charges assimilées	2 568 092	1 309 825	1 258 268	96,06%
Différences négatives de change	421	581	-159	-27,44%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	31 000		31 000	
TOTAL IV	3 027 340	1 549 875	1 477 465	95,33%
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-384 862	-917 366	532 504	-58,05%
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	1 972 481	8 455 865	-6 483 384	-76,67%
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	3 105 299	18 570	3 086 729	16621,83%
Sur opérations en capital	3 105 249	1 459 685	1 645 565	112,73%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 198 379	481 677	1 716 703	356,40%
TOTAL V	8 408 928	1 959 932	6 448 996	329,04%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	2 564 828	18 001	2 546 827	14148,40%
Sur opérations en capital	2 734 389	662 294	2 072 095	312,87%
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	938 154	933 540	4 614	0,49%
TOTAL VI	6 237 371	1 613 835	4 623 536	286,49%
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	2 171 557	346 097	1 825 460	527,44%
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	243 570	69 223	174 347	251,86%
Total des produits (I+II+V)	282 826 507	236 276 369	46 550 139	19,70%
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	278 926 039	227 543 629	51 382 410	22,58%
EXCEDENT OU DEFICIT	3 900 468	8 732 739	-4 832 272	-55,34%
dont résultat des activités sociales et médico-sociales	3 981 222	9 030 431	-5 049 210	-55,91%
dont résultat hors activités sociales et médico-sociales	-80 754	-297 692	216 938	-72,87%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature			0	
Prestations en nature			0	
Bénévolat			0	
TOTAL	0	0	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES				
Secours en nature			0	
Mise à disposition de biens et services			0	
Prestations			0	
Personnel bénévole			0	
TOTAL	0	0	0	0



ANNEXE



Objet social, activités et moyens mis en œuvre

L'ALEFPA (Association Laïque pour l'Education, la Formation, la Prévention et l'Autonomie) est une association à but non lucratif créée en 1959 et reconnue d'utilité publique depuis 1973.

Elle intervient dans l'accompagnement d'enfants, d'adolescents et d'adultes fragilisés afin de favoriser leur intégration sociale et professionnelle. L'association leur permet d'accéder à un maximum d'autonomie par l'insertion, le logement et un accompagnement adapté.

L'ALEFPA s'adresse :

- Aux enfants, adolescents et adultes connaissant une limitation d'activité ou une restriction de participation à la vie en société subie dans leur environnement en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de la santé invalidant ;
- Aux enfants, adolescents et adultes en situation de détresse, en état de maladie ou en état de dépendance morale, psychique, psychologique ou sociale de toute nature.

L'ALEFPA assume ainsi une mission d'intérêt général et d'utilité sociale au sens de l'article L 311-1 du Code de l'action sociale et des familles.

Sa compétence est nationale et internationale. L'association assure ainsi la gestion de près de 200 sites en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-Mer, dans le cadre des autorisations d'ouverture d'établissements sociaux, médico-sociaux et sanitaires qui lui sont délivrées par les autorités de tarification et de contrôle (Agences Régionales de Santé, Conseils départementaux, Directions Régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale, Protection Judiciaire de la Jeunesse notamment). Les principaux champs d'intervention sont les suivants :

- Accueil de mineurs et jeunes majeurs au titre de la protection de l'enfance ou de la prévention de la délinquance
- Accueil de mineurs isolés
- Accompagnement d'enfants, d'adolescents et d'adultes en situation de handicap mental et psychique
- Aide et soutien par le travail / Insertion socio-professionnelle
- Inclusion
- Soins de Suite et de réadaptation pédiatrique

Les interventions des professionnels sont destinées à :

- Assurer un accompagnement éducatif, thérapeutique, pédagogique et/ou socio-professionnel ;
- Assurer la protection et l'éducation des enfants et adolescents confiés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;
- Accompagner les personnes en difficultés sociales et en situation de grande précarité dans la réinsertion, l'accès à un logement, un emploi ;
- Accompagner la famille et l'entourage dans la compréhension du trouble et l'apprentissage ;
- Développer des modalités adaptées, innovantes pour répondre aux besoins de la population.



Faits marquants

Fusions

Le rapprochement avec l'association AAPA 51 (Association d'Aide aux Personnes Agées, Vitry le François, Marne) s'est conclu par un traité de fusion signé en date du 20/10/2023, approuvé par les assemblées générales extraordinaires (AGE) du 21/12/2023 des deux associations. L'absorption de l'AAPA 51 par l'ALEFPA est à effet rétroactif comptable et fiscal au 01/01/2023. Les apports ont été évalués à leur valeur nette comptable telle que figurant dans les comptes de l'absorbée au 31/12/2022. L'actif net de fusion, négatif, s'est établi à -928 378 €.

Le rapprochement avec l'association ARPEDA (Association Réunionnaise de Parents d'Enfants Déficiants Auditifs, Réunion) s'est conclu par un traité de fusion signé en date du 20/10/2023, approuvé par les assemblées générales extraordinaires (AGE) du 21/12/2023 des deux associations. L'absorption de l'ARPEDA par l'ALEFPA est à effet rétroactif comptable et fiscal au 01/01/2023. Les apports ont été évalués à leur valeur nette comptable telle que figurant dans les comptes de l'absorbée au 31/12/2022. L'actif net de fusion, négatif, s'est établi à -968 722 €.

Transmission universelle de patrimoine

L'ALEFPA, associée unique de la SASU ALEFPA ATELIERS (Pyrénées Atlantiques), a procédé à la dissolution sans liquidation de sa filiale, par décision en date du 20/11/2023. La transmission universelle de patrimoine a été réalisée à l'issue du délai d'opposition des créanciers, soit le 31/12/2023.

Un mali de transmission universelle de patrimoine a été comptabilisé dans les charges financières pour 984 234 €, tandis que les provisions financières constituées au cours d'exercices précédents, ont été reprises pour 937 095 €.

Transferts d'agréments

L'ALEFPA, par arrêté du directeur général de l'ARS Guadeloupe, Saint-Martin, et Saint-Barthélemy en date du 28/06/2023, a bénéficié, en Guadeloupe, du transfert d'agrément d'un ITEP et d'un SESSAD dits « RICHELPLAINE » précédemment gérés par l'ADPEP Guyane. Le transfert a pris effet le 01/09/2023.

L'ALEFPA, par arrêté du Président du Conseil départemental du Nord, a bénéficié du transfert d'agrément de la RESIDENCE AUTONOMIE VAN GOGH précédemment gérés par le CCAS de la ville de Croix (Nord). Le transfert a pris effet le 01/01/2023.

Reprise judiciaire

Par jugement en date du 31/03/2023, le tribunal mixte de Commerce de SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION a arrêté le plan de cession de la SARL KORBÉY D'OR, en faveur de l'ALEFPA, conformément à l'offre définitive émise par l'association au prix de 450 000 €, dont 426 980 € d'actifs incorporels et 23 110 € d'actifs corporels. Les activités, reprises en date du 01/04/2023, ont été intégrées dans un Service d'Aide A Domicile.

Prime de partage de la valeur

Un accord relatif à l'allocation d'une prime de partage de la valeur a été signé le 01/12/2022 dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO). Le versement de la prime a été conditionné à l'obtention de l'agrément de la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) en 2023. Le montant de la prime brute inscrite en charges de l'exercice s'est élevé à 2 979 674 €.

Contrôle URSSAF

L'URSSAF des Hauts-de-France a procédé au cours de l'exercice à un contrôle étendu à l'ensemble des établissements de l'association, portant sur la période 2020/2022 et à l'exercice en cours. Le contrôle s'est soldé par des redressements, essentiellement sur le Versement mobilité, objet de procédures contentieuses et judiciaires depuis plusieurs exercices, mais aussi par des reversements portant sur la



Réduction générale de cotisations patronales (anciennement Réduction « « Fillon »). Le solde net du contrôle est un reversement de cotisations de 574 695 € en faveur de l'association, ainsi comptabilisé au compte de résultat :

<i>Type de cotisations</i>	<i>Période contrôlée</i>	<i>Montant</i>	<i>Poste du compte de résultat</i>
Réduction générale des cotisations patronales	2020/2022	3 048 569	Produits exceptionnels
Autres	2020/2022	2 247	Produits exceptionnels
Versement mobilité	2020/2022	-2 299 578	Charges exceptionnelles
Autres	2020/2022	-141 010	Charges exceptionnelles
Majorations	2020/2022	-60 421	Charges exceptionnelles
Réduction générale des cotisations patronales	2023	860 040	Produits d'exploitation
Versement mobilité	2023	-835 152	Charges d'exploitation
SOLDE NET		574 695	



Principes et méthodes

1. méthodes générales de présentation et d'évaluation

Les comptes annuels de l'ALEFPA sont établis conformément aux règlements ANC n°2018-06 et n°2019-04. Le plan de comptes appliqué par les établissements de l'association est le plan M22 bis applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés.

Les états financiers sont présentés et évalués conformément aux principes généraux suivants : prudence, régularité, sincérité, image fidèle, continuité d'exploitation, coûts historiques, indépendance des exercices et permanence des méthodes.

Les comptes sont issus de la combinaison de l'ensemble formé par l'association et les établissements qu'elle gère, activités sous et hors gestion contrôlée confondues.

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe combinés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont présentés en euros avec un comparatif sur deux exercices.

2. date de clôture des comptes

Les comptes sont établis à partir des comptes annuels au 31 décembre des établissements et services constituant l'association ALEFPA. Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration.

3. périmètre

Le périmètre comptable des établissements de l'ALEFPA comprend 197 établissements et services, dont 189 relatifs à des activités sanitaires, sociales ou médico-sociales (175 sous gestion contrôlée, 14 sous gestion non contrôlée) et 8 hors activités sanitaires, sociales ou médico-sociales (liste complète pages 16 à 21 §B.3).

En 2023, les établissements suivants, issus des opérations décrites dans les faits marquants, ont notamment intégré le périmètre :

- ENTREPRISE ADAPTEE ALEFPA ATELIERS (Handicap Adulte en milieu ordinaire, Pyrénées Atlantiques)
- ITEP et SESSAD RICHEPLAINE (Handicap Enfance, Guadeloupe)
- SAAD KORBAY D'OR (Aide à domicile, Réunion) ;
- SAAD AAPA 51 (Aide à domicile, Marne) ;
- SSEFIS ARPEDA (Handicap Enfance, Réunion) ;
- SAVS ARPEDA (Handicap Adulte, Réunion) ;
- RESIDENCE AUTONOMIE VAN GOGH (Personnes Agées, Nord) ;
- RESIDENCE AUTONOMIE LE HAMOIS (Personnes Agées, Marne) ;
- RESIDENCE AUTONOMIE LES TILLEULS (Personnes Agées, Marne) ;
- RESIDENCE AUTONOMIE LA SERENITE (Personnes Agées, Marne) ;

L'établissement CAPHARNAUM (Nord) a été scindé en deux établissements : CHRS et ACI, en cohérence avec les agréments administratifs.



4. principales règles d'évaluation du bilan et méthodes comptables

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire selon un plan économique en fonction de la durée de vie prévue, du rythme de dépréciation, et des contraintes imposées par les autorités de tarification. Lorsqu'une différence apparaît entre la durée d'amortissement imposée par l'autorité de tarification dans le cadre du financement du bien et la durée d'amortissement comptable, il est procédé à la comptabilisation d'amortissements dérogatoires.

Les durées d'amortissements pratiquées sont les suivantes :

. Frais d'établissement	3 à 10 ans
. Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans
. Fonds de commerce	selon durée d'utilisation si celle-ci est limitée

Le rachat de la société SARL Font-Romeu Pôle Santé (SSR Castel Roc et SSR Les Petits Lutins) en 2016 a conduit à la comptabilisation à l'actif d'un fonds de commerce d'une valeur de 1 151 270 €. Depuis le 1^{er} juillet 2018, les activités de soins de suite et de réadaptation pédiatriques de ces établissements et celles de la Perle Cerdane ont été regroupées sur un même site et sous une même autorisation, conférant au fonds un caractère fongible. En considération de cet événement, des activités du Pôle et de la valeur actuelle du groupe d'actifs auquel le fonds de commerce est désormais rattaché, le fonds de commerce n'est l'objet d'aucune dépréciation.

La reprise judiciaire des activités de la SARL KORBEY D'OR à compter d'avril 2023 a conduit à la comptabilisation à l'actif d'éléments incorporels d'une valeur de 426 980 €. Ce fonds n'a pas fait l'objet d'un test de dépréciation à la clôture 2023, dans l'attente d'un exercice en année pleine, allégé des conséquences administratives et économiques liées à la reprise.

Les autres fonds de commerce de moindre valeur, acquis contractuellement (JARDIN DE COCAGNE DE LA HAUTE-BORNE, 3000 €), ou transmis (ALEFPA ATELIERS, 1 000 €) en 2023 ne sont pas dépréciés en considération de la valeur actuelle du groupe d'actifs auquel les fonds sont désormais rattachés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant les modalités décrites ci-dessus pour les immobilisations incorporelles. Les durées d'amortissements pratiquées sont les suivantes :

. Aménagements de terrains	5 à 40 ans
. Constructions	10 à 50 ans
. Agencements et aménagements divers	10 à 50 ans
. Matériels et outillages	3 à 10 ans
. Matériel de bureau	4 ans
. Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans
. Mobilier	5 à 10 ans
. Matériel de transport	5 à 8 ans
. Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans
. Immobilisations réévaluées	Non amortissable

✓ Réévaluations

Les actifs immobiliers de la MECS du Roussillon (Pyrénées Orientales) ont fait l'objet d'une réévaluation en 1979, comptabilisée à l'actif pour une valeur brute de 1 887 314 € (1 801 301 € nets) sur la base de barèmes fournis par des organismes habilités et qui n'est plus l'objet d'aucun amortissement.



Les fonds propres comprennent la contrepartie de cette réévaluation pour une somme de 1 975 977 € incluant, en sus de la réévaluation des bases, des amortissements non acceptés par les autorités de tarification et de contrôle sur ces bases réévaluées.

Immobilisations corporelles en cours

Elles s'élèvent à 14 803 532 € à la clôture et correspondent principalement aux travaux de constructions ou de réhabilitation des établissements, notamment :

- Acomptes sur VEFA pour l'EANM Résidence Zarboutan (Réunion) : 4 852 K€ ;
- Travaux de réhabilitation de la MECS du Roussillon (Pyrénées-Orientales) : 2 559 K€ ;
- Travaux de réhabilitation de la MECS Henri PESTALLOZZI (Nord) : 1 388 K€ ;
- Travaux de réhabilitation de l'ITEP Henri VIET (Haute-Marne) : 1 287 K€ ;
- Travaux d'aménagement du CEF de Comteville (Eure-et-Loir) : 1 076 K€.

Leur valorisation correspond à l'ensemble des coûts engagés et facturés au 31 décembre 2023.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur coût d'acquisition. Leur valeur est examinée annuellement par référence à leur valeur d'utilité qui tient compte notamment de la rentabilité actuelle et prévisionnelle de la filiale concernée et de la quote-part de capitaux propres détenue. Une dépréciation est, le cas échéant, constatée si la valeur d'utilité devient inférieure à sa valeur comptable.

Les prêts et créances sont évalués à leur valeur nominale. Ces éléments sont, si nécessaire, dépréciés pour les ramener à leur valeur d'utilité à la date de clôture de l'exercice.

Stocks

Les stocks de médicaments et produits sanguins sont évalués selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les stocks de produits d'entretien, alimentation, marchandises et autres fournitures des approvisionnements sont évalués au dernier prix d'achat connu.

La valeur brute comprend le prix d'achat et, le cas échéant, les frais accessoires.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire déterminée comme indiquée ci-dessus est supérieure à la valeur de réalisation.

Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres est estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Subventions d'investissement

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur des immobilisations acquises ou créées au moyen de ces subventions.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont des provisions ne répondant pas à l'objet normal d'une provision. Elles sont comptabilisées en application de dispositions législatives ou réglementaires.



Fonds dédiés

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Pour les immobilisations amortissables ainsi financées, le montant de l'acquisition ou le coût de production est rapporté en produits sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations.

Cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produits lors de leur encaissement pour les cotisations payées par virement, et lors de la remise du chèque par le cotisant pour les cotisations ainsi acquittées.

Résultat effectif global des entités gestionnaires d'ESSMS

Le résultat d'une entité est unique et composite dans le cas des entités gestionnaires d'ESSMS. En effet, le résultat de chaque établissement ou service est affecté par l'autorité qui a attribué le financement. Le financement d'une année est éventuellement ajusté en fonction des résultats des années antérieures : il est augmenté des déficits et réduit des excédents.

Contributions volontaires en nature

En regard de leur absence de significativité par rapport aux ressources de l'association, les contributions volontaires en nature, principalement constituées du temps de bénévolat des administrateurs de l'association, ne sont pas comptabilisées.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont évalués statistiquement à 19 613 522 € selon la méthode des unités de crédits projetées au prorata de l'ancienneté. Les hypothèses sous-tendant les calculs sont les suivantes :

-	Age de départ en retraite	62 ans
-	Taux d'actualisation	1,5%
-	Turn-over	1%
-	Progression salariale	1%
-	Charges sociales patronales	45%

L'association ne procède pas à la comptabilisation des indemnités de fin de carrière et assimilés sous forme de provisions.

Certains établissements ont procédé aux comptabilisations suivantes pour couvrir leurs engagements futurs, en accord avec leurs autorités de tarification et de contrôle :

-	Excédents affectés aux mesures d'exploitation :	2 108 618 €
-	Fonds dédiés :	270 000 €

Soit un total de 2 378 619 €.

Compte d'emploi annuel des ressources

En 2023, il n'a été procédé à aucune campagne nationale d'appel aux dons significative. Il ne demeurerait, au terme de l'exercice précédent, aucun reliquat de campagnes précédentes.



Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

A. BILAN

1. Actif immobilisé

1.1 Immobilisations incorporelles

VALEURS BRUTES (en euros)	Valeur à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Valeur à la clôture
Frais d'établissement	306 195	106 480	-215 039		197 637
Frais de recherche et de développement	26 962	7 410	-21 492		12 881
Concessions et droits similaires ...	697 041	30 988	-17 826	34 613	744 816
Autres immobilisations incorporelles	1 164 084	430 180	-3 669	20 479	1 611 074
Immobilisations incorporelles en cours		129 616		6 422	136 038
Avances et acomptes		4 816			4 816
TOTAL	2 194 283	709 490	-258 026	61 514	2 707 261

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (en euros)	Valeur à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Variations de périmètre	Valeur à la clôture
Frais d'établissement	273 241	31 297	-214 424		90 114
Frais de recherche et de développement	24 283	1 502	-21 492		4 293
Concessions et droits similaires ...	655 124	21 674	-10 947	52 871	718 722
Autres immobilisations incorporelles	5 958	3 328	-2 456		6 830
TOTAL	958 606	57 800	-249 318	52 871	819 959

1.2 Immobilisations corporelles

VALEURS BRUTES (en euros)	Valeur à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Valeur à la clôture
Terrains et agencements	14 665 267	1 511 152	-380 979	636 000	16 431 440
Constructions	148 989 926	9 208 284	-2 302 451	628 671	156 524 430
Installations techniques, matériel et outillage	17 585 177	1 341 148	-728 122	329 931	18 528 134
Autres immobilisations	57 401 468	4 576 446	-3 806 980	500 566	58 671 499
Immobilisations corporelles en cours	3 830 449	8 082 378	-3 422 064		8 490 763
Avances et acomptes	6 229 639	6 128 095	-6 044 965		6 312 770
TOTAL	248 701 926	30 847 503	-16 685 561	2 095 168	264 959 036



Les investissements significatifs suivants ont été l'objet d'une mise en service au cours de l'exercice :

- ✓ IMPRO Marie CAZE (Réunion) : Achat du bâtiment 2 492 K€
- ✓ CMPP DECROLY 2 (Nord) : Livraison du bâtiment acquis en VEFA 1 640 K€
- ✓ Site médico-social Osséja (Pyrénées Orientales) : rénovation de la chaufferie 1 440 K€

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (en euros)	Valeur à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Variations de périmètre	Valeur à la clôture
Terrains et agencements	2 184 529	299 650	-24 629		2 459 551
Constructions	73 069 303	6 884 419	-2 142 996	103 545	77 914 271
Installations techniques, matériel et outillage	14 403 441	1 157 648	-711 899	240 486	15 089 677
Autres immobilisations	44 480 299	4 023 280	-2 963 440	444 898	45 985 036
TOTAL	134 137 572	12 364 997	-5 842 963	788 928	141 448 535

1.3 Immobilisations financières

Les informations liées aux titres de participations et filiales sont dispensées page 23 (§C.4).

VALEURS BRUTES (en euros)	Valeur à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Valeur à la clôture
Participations et créances rattachées	8 410 884	861 574	-2 938 383		6 334 075
Autres titres immobilisés	924 715	172 115	-106 735	472	990 568
Prêts	3 067 138	872 261	-616 143		3 323 255
dont prêts inter-associatifs	320 759	383 000	-583 000		120 759
Autres immobilisations financières	2 226 686	252 331	-291 297	16 515	2 204 234
TOTAL	14 629 423	2 158 281	-3 952 559	16 988	12 852 132

L'ALEFPA, suite aux fusions avec les associations AAPA (Marne) et ARPEDA (Réunion), a procédé à l'annulation des prêts inter-associatifs consentis à ces deux entités via comptes de liaison, pour un total de 583 K€.

Seul demeure un prêt inter-associatif de 121 K€ consenti en 2021 à l'association 1, 2, 3...SOLEIL (Nord).

Dépréciations (en euros)	Valeur à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Valeur à la clôture
Participations et créances rattachées	937 095		-937 095		0
TOTAL	937 095	0	-937 095	0	0

La transmission universelle de patrimoine d'ALEFPA ATELIERS (Pyrénées Atlantiques) a entraîné la reprise des provisions précédemment constituées sur les titres de participations et la créance rattachée.



2. Stocks

<i>en euros</i>	<i>Montants bruts</i>		<i>Provisions</i>		<i>Montants nets</i>	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Médicaments et produits sanguins	3 518	3 796			3 518	3 796
Produits d'entretien	47 656	42 071			47 656	42 071
Alimentation	62 499	70 182			62 499	70 182
Matières premières et fournitures	252 887	141 910			252 887	141 910
Marchandises	5 799	3 001			5 799	3 001
Produits finis	64 947	53 946			64 947	53 946
TOTAL	437 307	314 906	0	0	437 307	314 906

3. Créances

<i>en euros</i>	<i>Montants bruts</i>		<i>Provisions</i>		<i>Montants nets</i>	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Avances et acomptes	143 016	114 440			143 016	114 440
Clients, usagers et comptes rattachés	25 765 484	14 822 882	-386 214	-341 891	25 379 270	14 480 990
<i>dont factures à établir</i>	<i>2 305 548</i>	<i>2 210 704</i>			<i>2 305 548</i>	<i>2 210 704</i>
Autres	23 702 107	19 905 875	-14 722		23 687 385	19 905 875
<i>dont produits à recevoir</i>	<i>8 435 580</i>	<i>3 117 754</i>			<i>8 435 580</i>	<i>3 117 754</i>
TOTAL	49 610 608	34 843 196	-400 936	-341 891	49 209 672	34 501 305

Toutes les créances sont exigibles à moins d'un an.



4. Fonds propres

en euros	A l'ouverture	Affectation de résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	Variation de périmètre	Reclassement	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	2 836 743				12 181		2 848 924
Fonds propres avec droit de reprise	2 480 882						2 480 882
Ecart de réévaluation	1 975 977						1 975 977
Réserves	99 046 959	5 818 830			849 469		105 715 258
Report à nouveau	-460 323	2 990 833	107 143		-2 838 033		-200 380
Excédent ou déficit de l'exercice	8 732 739	-8 809 664	3 900 468		76 924		3 900 468
Situation nette	114 612 978	0	4 007 611	0	-1 899 460	0	116 721 129
<i>Fonds propres consommables</i>							
Subventions d'investissement	20 943 083		3 534 772	-2 473 397	2 358		22 006 816
Provisions réglementées	10 106 644		922 665	-453 347		-1 710	10 574 252
TOTAL	145 662 705	0	8 465 047	-2 926 743	-1 897 102	-1 710	149 302 198

5. Fonds dédiés

en euros	Valeur à l'ouverture	Reports	Utilisations	Reclassement	Variation de périmètre	Montant global	Valeur à la clôture Dont sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
Concours publics (investissement)	12 812 010	366 171	-1 166 718	-10 079	8 596	12 009 979	2 002 187
Concours publics (exploitation)	1 556 634	2 941 851	-1 750 807	3 423 710	192 051	6 363 440	1 673 826
Subventions d'exploitation	5 907 077	1 498 453	-923 716	-3 410 529	0	3 071 284	1 943 806
Contributions d'autres organismes	75 317	31 575	-31 491	-1 392	2 383	76 391	44 680
Taxe d'apprentissage	398 990	14 794	-25 634			388 150	259 921
Ressources liées à la générosité publique	11 369	6 596	-2 375			15 591	4 500
TOTAL	20 761 397	4 859 440	-3 900 740	1 710	203 029	21 924 835	5 928 920



6. Provisions

<i>en euros</i>	<i>Valeur à l'ouverture</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Variation de périmètre</i>	<i>Valeur à la clôture</i>
Provisions pour litiges	725 608	660 870	-430 428		956 050
Autres provisions pour risques	57 738	15 275		6 430	79 443
Provisions pour risques	783 346	676 145	-430 428		1 035 493
Provisions pour remise en état	355 706				355 706
Autres provisions pour charges	2 816 239		-1 745 033		1 071 207
Provisions pour charges	3 171 946	0	-1 745 033	0	1 426 913
TOTAL	3 955 292	676 145	-2 175 461	0	2 462 406

Une provision pour charges intégrant les coûts liés à la déconstruction de l'ancien sanatorium dit La Perle Cerdane et à la requalification du site du Pôle Pédiatrique de Cerdagne (Occitanie) a été dotée en 2021 pour un montant de 3 049 041 €. Elle est reprise annuellement au rythme des coûts engagés sur le chantier. Son solde net à la clôture s'élève à 1 071 207 €.

7. Dettes financières

✓ Mouvements de l'exercice

<i>en euros</i>	<i>A l'ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Variation de périmètre</i>	<i>A la clôture</i>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	61 721 521	11 249 414	-4 755 498	1 332 225	69 547 662
Emprunts et dettes financières diverses	419 971	303 366	-507 655	246 792	462 475
TOTAL	62 141 492	11 552 781	-5 263 153	1 579 017	70 010 137

✓ Ventilation par échéances

<i>en euros</i>	<i>montant brut</i>	<i>à un an au plus</i>	<i>à plus d'un an et 5 ans au plus</i>	<i>à plus de 5 ans</i>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	69 547 662	8 402 393	19 369 403	41 775 867
Emprunts et dettes financières diverses	462 475	330 352	120 366	11 757
TOTAL	70 010 137	8 732 744	19 489 769	41 787 624



8. Autres postes du passif

<i>en euros</i>	2023	2022
Fournisseurs et comptes rattachés	8 517 978	5 108 008
<i>dont factures non parvenues</i>	2 223 470	1 257 679
Dettes fiscales et sociales	30 452 196	25 427 134
<i>dont charges à payer</i>	15 571 887	18 138 847
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 426 978	2 176 746
<i>dont factures non parvenues</i>	29 660	21 128
Autres dettes	2 124 769	616 609
<i>dont charges à payer</i>	1 848 055	6 245
<i>dont avoirs à établir</i>	21 471	21 471
Produits constatés d'avance	6 696 362	6 684 786
TOTAL	50 218 283	40 013 284

Tous les autres postes du passif sont à échéance moins d'un an.

B. COMPTE DE RESULTAT

1. Ventes de biens et services

✓ Ventes de biens

<i>en euros</i>	2023	2022
ESSMS secteur contrôlé	558 433	344 041
<i>Handicap Enfance</i>	1 402	238
<i>Insertion par l'Activité économique</i>	554 273	322 572
<i>Protection de l'enfance</i>	0	0
<i>Sanitaire</i>	2 758	21 230
<i>Siège/DT</i>	0	0
ESSMS secteur non contrôlé	2 207 441	2 022 930
<i>Handicap Adulte</i>	2 206 596	2 021 941
<i>Protection de l'enfance</i>	845	989
TOTAL VENTES DE BIENS	2 765 874	2 366 971



✓ Ventes de services

en euros	2023	2022
ESSMS secteur contrôlé	8 274 488	5 207 437
<i>Accueil Hébergement Insertion</i>	2 841 967	2 991 996
<i>Aide à domicile</i>	652 683	0
<i>Handicap Adulte</i>	862 816	712 125
<i>Handicap Enfance</i>	235 999	218 465
<i>Insertion par l'Activité économique</i>	244 329	46 584
<i>Personnes âgées</i>	923 027	9 456
<i>Protection de l'enfance</i>	2 050 723	921 411
<i>Sanitaire</i>	375 294	254 509
<i>Siège/DT</i>	87 650	52 891
ESSMS secteur non contrôlé	5 469 977	5 307 680
<i>Handicap Adulte</i>	5 469 977	5 307 680
Hors ESSMS	451 850	64 132
TOTAL VENTES DE SERVICES	14 196 315	10 579 249

2. Produits de tiers financeurs

en euros	2023	2022
Dotations et produits de tarification	219 709 030	190 900 588
<i>dont crédits non reconductibles - exploitation</i>	2 226 574	2 044 626
<i>dont crédits non reconductibles - investissement</i>	77 071	419 377
Subventions d'exploitation et participations	13 470 117	9 023 154
<i>dont Etat</i>	10 268 566	6 907 880
<i>dont Régions</i>	436 816	425 743
<i>dont Départements</i>	1 604 102	950 471
<i>dont Communes et Communautés de communes</i>	619 165	392 022
TOTAL	233 179 147	199 923 743



3. Passage du résultat comptable au résultat effectif global

en euros	2023	2022
RESULTAT COMPTABLE (1)	3 900 468	8 732 739
Reprise de résultats antérieurs (2)	4 042 807	2 043 421
dont Exercices N-2 et N-1	2 641 773	1 271 210
dont Excédents affectés aux mesures d'exploitation	1 401 034	772 211
RESULTAT EFFECTIF GLOBAL (1+2)	7 943 275	10 776 160
dont ESSMS Secteur contrôlé	7 520 028	10 299 345
dont ESSMS Secteur non contrôlé	504 002	774 507
dont hors ESSMS	-80 754	-297 692



4. Contribution des établissements aux résultats

✓ Activités sanitaires, sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée

			Résultat comptable		Résultat effectif global	
Etablissements	Département		2023	2022	2023	2022
IME	Le Reray	Allier	128 316	102 853	343 918	197 201
SESSAD	Le Reray	Allier	3 614	-9 781	7 392	10 983
CMPP	Le Florilège	Allier	52 168	66 249	135 503	66 249
SAVS	Le Reray	Allier	15 274	3 906	17 382	6 123
SESSAD	TSSA Aube	Aube	42 972	44 928	42 972	45 500
ITEP	Le Petit Prince	Creuse	-45 144	318 952	97 056	318 952
IME	La Roseraie	Creuse	144 626	45 826	157 967	60 826
IME	Pierre d'Aubusson	Creuse	-242 211	-77 258	285 182	-0
ITEP PRO	de Guéret	Creuse	562	33 572	10 364	33 572
IME	Denis Forestier l'Echange	Creuse	72 737	374 094	332 536	412 439
ESAT	James Marangé	Creuse	-2 860	-52 220	-2 860	-52 220
ESAT	André Ozanne	Creuse	18 324	26 530	18 324	-106 671
FHTH	André Ozanne	Creuse	-8 589	10 629	-3 729	10 629
FHTH	James Marangé	Creuse	-52 785	-88 236	-52 785	-88 236
SAAI	James Marangé	Creuse	-4 738	3 847	-4 738	3 847
SSAD	Bertha Roos Antenne Creuse	Creuse	49 286	45 058	49 286	45 058
SESSAD	Pierre Louchet IV	Creuse	-8 259	127 261	367 847	255 073
SESSAD	Pierre Louchet III	Creuse	33 890	45 252	33 890	45 252
SAVS	André Ozanne	Creuse	-14 740	968	-4 550	968
FOJ	James Marangé	Creuse	-60 981	-7 657	-60 981	-7 657
ESAT	Val de Reuil	Eure	-912	2 900	-912	29 528
CEF	DREUX	Eure-et-Loir	145	0	145	0
EANM	Marie Talet	Gironde	-239 760	-25 068	-223 040	5 372
DAHMA	Gironde	Gironde	258 053	353 342	51 533	187 743
SESSAD	Jocelyne Coudair	Guadeloupe	-217 432	138 699	-47 832	329 576
IME	Denis Forestier	Guadeloupe	44 250	358 904	810 975	908 484
ESAT	Les Plaines	Guadeloupe	-40 682	295 869	15 141	447 672
SAIS	Denis Forestier	Guadeloupe	73 078	164 629	215 152	222 124

Etablissements		Département	Résultat comptable		Résultat effectif global	
			2023	2022	2023	2022
CHRS	Sianka Jour	Guadeloupe	-20 662	-5 810	-20 662	-5 810
CHRS	Sianka Nuit	Guadeloupe	-26 887	38 895	-26 887	38 895
DASVL	Sianka	Guadeloupe	1 783	92 827	1 783	92 827
MECS	Kannel	Guadeloupe	-815 302	-283 518	-715 346	-283 518
SMJPM	SMJPM Guadeloupe	Guadeloupe	-12 844	39 953	-12 844	39 953
LHSS	GUADELOUPE	Guadeloupe	-124 073	1 414	-124 073	1 414
PENSION FAMILLE	SIANKA	Guadeloupe	-370	-398	-370	-398
ITEP	RICHEPLAINE	Guadeloupe	146 995		146 995	
SESSAD	RICHEPLAINE	Guadeloupe	28 342		28 342	
ESAT	CATIC	Haute Garonne	-136 918	-50 048	-49 362	96 326
EANM	CATIC	Haute Garonne	-3 593	2 256	-3 593	2 256
DITEP	Henri Viet	Haute Marne	190 346	43 882	204 600	58 147
DITEP	Leconte de Lisle	Haute Saône	275 972	-24 504	275 972	191 716
EEP	Bertha Roos	Haute Vienne	74 576	124 610	74 576	124 610
SSAD	Bertha Roos	Haute Vienne	14 636	31 089	14 636	31 089
SAVS	André Chevalier	Haute Vienne	16 704	-2 589	16 704	-2 589
ESAT	André Chevalier	Haute Vienne	-52 116	-82 858	-52 116	-82 858
ESAT	Les Arsses	Haute Vienne	-40 212	12 701	3 297	12 701
EANM	Les Arsses	Haute Vienne	-104 595	-63 098	-104 595	-47 634
SAVS	Les Arsses	Haute Vienne	-2 004	-29 293	-2 004	-9 902
SAMSAH	TSA 87	Haute Vienne	79 683	238 197	79 683	238 197
MECS	Jean Zay	Hauts de Seine	107 779	95 689	134 681	115 689
SEMOH	Jean Zay	Hauts de Seine	91 179	64 752	91 179	96 980
SAJ	Jean Zay	Hauts de Seine	48 079	36 189	48 079	56 189
SHSA	Mineurs	Hauts de Seine	131 456		131 456	
MECS	Village Yvon Morandat	Marne	-88 796	-182 807	-16 525	-129 451
PEAD	Yvon Morandat	Marne	145 971	22 715	132 525	28 285
MESAT	du RESAC	Marne	35 051	-36 515	38 782	-22 008
SAS	Claire Morandat	Marne	73 645	27 395	120 177	64 330
ITEP	du RESAC	Marne	18 112	50 303	18 112	51 734
DAPAJ	du RESAC	Marne	6 794	-2 056	12 710	14 518
MECS	Raymonde aupetit	Marne	-38 059	161 015	100 879	171 922
SIMS	SIMS du Resac	Marne	64 287		64 287	
SAAD	AAPA	Marne	-96 800		-96 800	
CLIC	SUD EST MARNAIS	Marne	4 127		4 127	
RESIDENCE AUTONOMIE	LES TILLEULS	Marne	-24 267		-24 267	
RESIDENCE AUTONOMIE	LA SERENITE	Marne	-87 658		-87 658	
RESIDENCE AUTONOMIE	LE HAMOIS	Marne	8 931		8 931	
CHRS	Rosannie Soleil	Martinique	-444 579	-318 175	-444 579	-318 175
POLE SOCIO JUDICIAIRE	Rosannie Soleil	Martinique	21 697	-7 048	21 697	-1 463
EEAP	SAYIDIWA	Mayotte	155 142	234 028	155 142	234 028
SAMSAH	Tutubya	Mayotte	49 049	114 132	49 049	114 132
MAISON RELAIS	Wema Dagoni	Mayotte	-13 214	39 435	-13 214	39 435
SIEGE	Direction Générale	Nord	224 512	10 916	224 512	10 916
CMPP	Centre Decroly I	Nord	-129 599	1 168	-118 755	4 388
CMPP	Centres Decroly III	Nord	292 955	240 348	300 368	260 751
CMPP	Centre Decroly II	Nord	-7 113	12 883	600	24 546
CMPP	Centres Decroly IV	Nord	45 883	82 252	49 060	82 252
CMPP	Centre Decroly V	Nord	-132 286	-80 725	-127 479	-71 708
DITEP	Jacques Pauly	Nord	126 940	15 409	151 127	74 482
CHRS	Capharnaum	Nord	-7 483	-24 940	42 517	-24 940

Etablissements		Département	Résultat comptable		Résultat effectif global	
			2023	2022	2023	2022
MECS	Communauté Albert Chatelet	Nord	18 878	193 801	18 878	193 801
MECS	Communauté Paul Machy	Nord	-45 056	-122 554	-45 056	-122 554
MECS	Foyer Denis Cordonnier	Nord	-219 845	-126 874	-219 845	-126 874
MECS	Foyer Henri Pestalozzi	Nord	-92 184	-191 358	-92 184	-191 358
DT	Hauts de France	Nord	0	0	0	0
MECS	Service d'Hébergements Extérieurs de Lille	Nord	55 360	119 483	55 360	119 483
CMPP	Jacques Pauly	Nord	-144 703	-94 144	-139 822	-84 312
DAJ	Métamorphose	Nord	-21 771	76 972	-21 771	76 972
MAISON RELAIS	Le Hameau	Nord	-12 600	-2 353	-12 600	-2 353
IEADR	Hestia	Nord	107 581	23 663	107 581	23 663
FOYER DE VIE	Orée du Bois	Nord	6 212	14 429	21 171	14 429
CER	Oxygène	Nord	9 129	-10 652	9 129	8 470
CER	Tête de l'Eau	Nord	60 826	-6 507	60 826	9 895
CHU	Al'Coyette	Nord	-2 034	12 716	-2 034	12 716
CHRS	Le Hameau	Nord	-49 696	267	-49 696	267
RESIDENCE SOCIALE	Le Chemin	Nord	5 685	13 593	5 685	13 593
RESIDENCE SOCIALE	La Chrysalide	Nord	4 722	1 228	4 722	1 228
RESIDENCE SOCIALE	Le Hameau	Nord	-9 450	-43 794	-9 450	-43 794
RESIDENCE SOCIALE	Les Horizons	Nord	3 107	-18 853	3 107	-18 853
RESIDENCE SOCIALE	Le Sablier	Nord	-9 105	-27 819	-9 105	-27 819
RESIDENCE SOCIALE	Le Tournant	Nord	6 335	5 539	6 335	5 539
MEDIA	Alter-Egaux	Nord	-83 001	-6 164	-83 001	-6 164
MECS	Déclic'Ados	Nord	-135 274	18 438	-135 274	18 438
DAHMNA	Nord	Nord	-31 286	-467 152	-31 286	-467 152
QVT	Financement Qualité de Vie au Travail	Nord	0	0	0	0
ACI	Le Jardin de Cocagne	Nord	-124 510	-101 365	-124 510	-101 365
LHSS	Lits Halte Soins Santé	Nord	-37 080	-14 788	-37 080	-14 788
CEF	Hauts de France	Nord	-40 264	-6 404	-40 264	-6 404
CHRS	Lille	Nord	-9 312	-80 697	-9 312	-80 697
SERVICE LOGEMENT	Lille	Nord	1 241	-139 417	1 241	-139 417
PENSION FAMILLE	OSLO	Nord	108 564	135 095	108 564	135 095
RESIDENCE SOCIALE	OSLO	Nord		-2 142		-2 142
BAR	OSLO	Nord	-100 552	-220 720	-100 552	-220 720
ACI	Le Jardin du Raquet	Nord	-94 642	203 255	-94 642	203 255
MECS	Dispositif DAS	Nord	29 994	-57 774	29 994	-57 774
ACI	Pass O Vert	Nord	-162 848	-26 403	-162 848	-26 403
PENSION FAMILLE	Lourches	Nord	11 784	-7 082	11 784	-7 082
PENSION FAMILLE	Fresnes	Nord	15 411	25 354	15 411	25 354
ACI	Capharnaum	Nord	-103 790		-103 790	
RESIDENCE AUTONOMIE	VAN GOGH	Nord	-197 162		-197 162	
EHPAD	Bernard DEVULDER	Pas-de-Calais	-495 738	-470 991	-495 738	-470 991



Etablissements		Département	Résultat comptable		Résultat effectif global	
			2023	2022	2023	2022
SSR	Pôle Pédiatrique de Cerdagne	Pyrénées Orientales	2 723 077	2 900 944	2 723 077	2 900 944
MECS	du Roussillon	Pyrénées Orientales	1 160 835	-279 690	1 160 835	-279 690
EEAP	IEM Les Lupins	Pyrénées Orientales	234 534	150 437	234 534	150 437
IME	Les Isards	Pyrénées Orientales	346 563	73 598	346 563	73 598
MAS	Les Myrtilles	Pyrénées Orientales	33 181	45 858	33 181	45 858
SESSAD	Joyau cerdan	Pyrénées Orientales	50 826	59 347	50 826	59 347
MSS	Maison Sport Santé	Pyrénées Orientales	5 837	6 582	5 837	6 582
ESAT	Gernez Rieux	Réunion	-128 205	54 451	-121 873	54 451
IMPRO	Gernez Rieux	Réunion	-2 022	457 697	36 654	457 697
IME	Edmond Albius	Réunion	71 532	304 400	71 532	304 400
ESAT	Edmond Albius	Réunion	49 576	-123 131	49 576	-123 131
IME	Raymond Allard	Réunion	303 422	711 397	303 422	711 397
SAVS	Edmond Albius	Réunion	-3 168	995	-906	995
DT	Océan Indien	Réunion	-22 674	-50 128	-22 674	-49 288
DITEP	Antoine Lucas	Réunion	-61 864	234 791	-37 346	245 760
FH	Gernez Rieux	Réunion	-25 351	-28 847	212 066	-21 521
SAVS	Jean Clermont	Réunion	28 167	55 882	28 167	55 882
SAVS	Gernez Rieux	Réunion	8 932	-28 436	8 932	-28 436
ESAT	Jean Clermont	Réunion	-4 000	140 802	-4 000	140 802
ESAT	La Confiance	Réunion	-40 458	11 599	-40 458	11 599
SESSAD	Raymond Allard	Réunion	657 758	937 977	692 028	937 977
EANM	Jean Clermont	Réunion	54 891	78 615	88 511	78 615
FAO	Gernez Rieux	Réunion	-118 547	-91 925	-118 547	-91 925
FH	Jean Clermont	Réunion	15 870	27 148	15 870	27 148
CMPP	Ouest	Réunion	280 667	112 667	286 467	112 667
IMPRO	Marie Caze	Réunion	254 874	290 209	284 245	290 209
EANM	Résidence du bocage	Réunion	-161 001	28 665	-161 001	28 665
PAS	Réunion	Réunion	-4 667	-24 839	-4 667	-24 839
ESAT	Saint Leu	Réunion	63 347	-21 582	60 883	-21 582
SAMSAH	Saint Pierre	Réunion	182 581	-81 094	182 581	-81 094
MAISON RELAIS	Sainte Rose	Réunion	-15 970	28 821	-15 970	28 821
CHRS	Lisette Son Hui	Réunion	66 923	84 812	66 923	106 484
RELAIS FAMILIAL	de la Réunion	Réunion	15 321	-25 503	60 607	-25 503
POLE SOCIAL	de la Réunion	Réunion	13 418	27 906	-16 451	27 906
AEMO	Réunion	Réunion	41 735	270 121	287 496	270 121
FH	Maxime LAOPE	Réunion	11 335	-7 840	58 334	-7 840
EANM	Edmond ALBIUS	Réunion	-150 257	-41 223	-77 748	-41 223
EANM	Zarboutan	Réunion	2 931	-130 801	8 214	-130 801
SAAD	KORBEY D'OR	Réunion	-1 549 245		-1 549 245	
SSEFIS	ARPEDA	Réunion	19 232		19 232	
SAVS	ARPEDA	Réunion	884		884	
PENSION FAMILLE	Le Manteau de Saint-Martin	Saint-Martin	-58 758	4 178	-58 758	4 178
CHRS	Le Manteau de Saint-Martin Accueil de jour	Saint-Martin	5 079	3 722	5 079	3 722
CHRS	Le Manteau de Saint-Martin Accueil de nuit	Saint-Martin	-4 660	6 755	-4 660	6 755
DISPOSITIFS ANNEXES	Le Manteau de Saint-Martin Dispositifs annexes	Saint-Martin	2 514	5 753	2 514	5 753
DITEP	Henri Wallon	Vendée	118 275	116 539	118 275	252 911
DHP	Henri Wallon	Vendée	-109 623	-4 836	-109 623	-86 780

<i>Etablissements</i>		<i>Département</i>	<i>Résultat comptable</i>		<i>Résultat effectif global</i>	
			2023	2022	2023	2022
MECS	Maison Blanche des Cadets	Yonne	-205 151	69 937	-205 151	36 321
MECS	Maison des Jeunes Georges Aulong	Yonne	65 211	79 657	65 211	143 826
SAJ	du REY	Yonne	51 632	29 021	51 632	28 327
SAS	Rosette Demey	Yonne	263 968	179 061	263 968	179 061
CER	GURGY	Yonne	62 066	-54 848	62 066	1 602
SAS	Léandre Decottignies	Yonne	194 595	64 043	194 595	64 043
LIEU DE VIE	Le P'tit Chez Nous	Yonne	70 877	5 240	70 877	5 240
SAAMAD	Maison Blanche des Cadets	Yonne	317 993	65 842	317 993	65 842
MECS	SPECIALISEE YONNE	Yonne	59	-16 772	59	-16 772
TOTAL Activités SSMS sous gestion contrôlée (1)			3 477 221	8 255 924	7 520 028	10 299 345

✓ **Activités sanitaires, sociales et médico-sociales hors gestion contrôlée**

<i>Etablissements</i>		<i>Département</i>	<i>Résultat comptable</i>		<i>Résultat effectif global</i>	
			2023	2022	2023	2022
GESTION COM.	André Ozanne	Creuse	32 965	48 556	32 965	48 556
GESTION COM.	James Marangé	Creuse	73 805	-24 954	73 805	-24 954
GESTION COM.	Val de REUIL	Eure	3 059	-33 159	3 059	-33 159
GESTION COM.	Les Plaines	Guadeloupe	167 947	95 836	167 947	95 836
GESTION COM.	CATIC	Haute Garonne	127 424	184 408	127 424	184 408
GESTION COM.	André Chevalier	Haute Vienne	74 351	56 589	74 351	56 589
GESTION COM.	Les Arsses	Haute Vienne	121 795	193 499	121 795	193 499
CENTRE HORTICOLE	Rosette Demey	Nord	11 287	21 508	11 287	21 508
ENTREPRISE ADAPTEE	ALEFPA ATELIERS	Pyrénées Atlantique				
REST. D'APPLICATION	Restaurant d'application	Pyrénées Orientales	0	0	0	0
GESTION COM.	Edmond Albius	Réunion	-20 014	163 965	-20 014	163 965
GESTION COM.	Gernez Rieux	Réunion	-148 561	-30 181	-148 561	-30 181
GESTION COM.	La Confiance	Réunion	-49 066	-74 631	-49 066	-74 631
GESTION COM.	Jean Clermont	Réunion	104 963	157 669	104 963	157 669
GESTION COM.	Saint Leu	Réunion	4 048	15 403	4 048	15 403
TOTAL Activités SSMS hors gestion contrôlée (2)			504 002	774 507	504 002	774 507
TOTAL Activités SSMS (1+2)			3 981 222	9 030 431	8 024 029	11 073 852



✓ Hors Activités sanitaires, sociales et médico-sociales

<i>Etablissements</i>		<i>Département</i>	<i>Résultat comptable</i>		<i>Résultat effectif global</i>	
			2023	2022	2023	2022
FORMATION	Centre Albert Thomas	Nord	-1 166	0	-1 166	0
FORMATION	Centre Albert Thomas	Nord	9 811	12 455	9 811	12 455
ASSOCIATION	Association	Nord	-1 254	-269 145	-1 254	-269 145
INFORMATIQUE	Informatique	Nord	0	0	0	0
FORMATION	CIE ET NORD	Nord	4	0	4	0
SECTEUR TAXABLE	Communauté Paul Machy ST	Nord	-37 571	-41 002	-37 571	-41 002
SECTEUR TAXABLE	ARPEDA	Réunion	39 140		39 140	
SECTEUR TAXABLE	AAPA	Réunion	-89 718		-89 718	
TOTAL Hors activités sanitaires, sociales et médico-sociales (3)			-80 754	-297 692	-80 754	-297 692
TOTAL (1+2+3)			3 900 468	8 732 739	7 943 275	10 776 160



C. AUTRES INFORMATIONS

1. Effectifs

✓ Salariés

	Cadres	Agents de maîtrise	2023		TOTAL	2022
			Employés	Ouvriers		TOTAL
SERVICES GENERAUX	3	2	80	562	647	623
ADMINISTRATIF	162	190	183	1	536	431
EDUCATIF ET PEDAGOGIQUE	133	697	1 582	4	2 416	1 726
MEDICAL ET PARAMEDICAL	159	163	73		395	383
TOTAL	457	1 052	1 918	567	3 994	3 163

✓ Mis à disposition

Le Ministère de l'Education Nationale met à la disposition de l'ALEFPA 100 personnels, dont 2 directeurs inclus dans l'effectif salarié, et 98 enseignants.

2. Rémunération des dirigeants (Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006)

La rémunération brute globalisée des trois plus hauts cadres dirigeants de l'association s'est élevée à 406 269 € pour l'exercice 2023.

3. Engagements hors bilan

engagements reçus	Montant	engagements donnés	Montant
. Contre-garanties	3 992 069	. Hypothèques	16 718 960
. Cautionnements	22 680 754	. Mise en gage/nantissements d'actifs	11 825 068
		. Cautionnements	10 471 500
TOTAL	26 672 823	TOTAL	39 015 528



4. Tableau des filiales et participations

GCS POLE PEDIATRIQUE DE CERDAGNE	
SIREN : 815347950	
Siège social : 2 avenue du carlit 66340 OSSEJA	
Capital	790
Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	0
Quote-part du capital détenue	99%
Valeur comptable des titres détenus	
Brute	780
Nette	780
Prêts et avances consentis par l'association et non encore remboursés	6 254 264
Montant des cautions et avals donnés par l'association	0
Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	296 843
Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	0
Dividendes encaissés par l'association au cours de l'exercice	N/A

5. Détails du résultat comptable : information géographique et sectorielle

✓ Contribution des régions au résultat comptable

Régions	2023	2022
AUVERGNE-RHONE-ALPES	199 372	163 227
BOURGOGNE-FRANCHE COMTE	1 097 222	396 678
CENTRE-VAL DE LOIRE	145	0
GRAND EST	254 656	128 860
GUADELOUPE	-795 858	937 300
HAUTS DE FRANCE	-1 382 155	-1 421 046
ILE DE FRANCE	378 492	196 631
MARTINIQUE	-422 882	-325 224
MAYOTTE	190 978	387 595
NORMANDIE	2 147	-30 260
NOUVELLE AQUITAINE	186 998	1 637 342
OCCITANIE	4 541 764	3 093 691
PAYS DE LA LOIRE	8 652	111 703
REUNION	-303 239	3 435 833
SAINT-MARTIN	-55 824	20 409
TOTAL	3 900 468	8 732 739



✓ Contribution des secteurs d'activité au résultat comptable

Secteurs	2023	2022
Accueil Hébergement Insertion	-501 748	-397 855
Aide à domicile	-1 646 045	
Handicap Adulte	-217 260	1 367 833
Handicap Enfance	3 134 228	5 466 239
Hors ESSMS	-80 754	-297 692
Insertion par l'Activité économique	-485 790	75 487
Personnes âgées	-791 767	-470 991
Protection de l'enfance	1 558 853	121 404
Sanitaire	2 728 913	2 907 525
Siège/DT	201 837	-39 212
TOTAL	3 900 468	8 732 739

